

LPP: Edmond de Rothschild s'allie à Telco Prévoyance

Edmond de Rothschild (Suisse) développe son offre de prévoyance professionnelle en coopération avec le groupe Telco Prévoyance pour le lancement en Suisse d'une solution collective destinée aux grandes entreprises et aux PME. La gestion administrative et comptable de ce collectif de caisses de pension est effectuée par Telco Prévoyance. Quant à l'activité de gestion de fortune sous contrainte OPP2, elle est assurée par l'établissement bancaire, par l'intermédiaire des stratégies de placement Edmond de Rothschild OPP2 siam. La Banque, basée à Genève, renforce ainsi son dispositif en matière de prévoyance professionnelle entamé en 2012, suite à la création de solutions individuelles de libre passage et de la solution dans le domaine de la prévoyance professionnelle subrogatoire, destinées aux PME et cadres dirigeants.

BARRY-CALLEBAUT: un membre du board a vendu 45.000 titres

Le conseil d'administration du chocolatier Barry Callebaut a vendu un important paquet d'actions. Selon des informations parues le 2 février sur le site de l'opérateur boursier SIX, un membre non-exécutif du conseil a vendu 45.000 actions pour un montant total de 49,1 millions de francs. Le paquet vendu correspond à près de 0,8% du capital de l'entreprise. Le site de SIX n'indique pas le nom du vendeur, mais si l'on en croit le dernier rapport d'activité de Barry Callebaut (exercice 2014/2015), il devrait s'agir de Nicolas Jacobs. Détenteur de près de 159.359 nominatives, soit 2,9% du capital du groupe, celui-ci était le seul à pouvoir vendre un paquet d'actions aussi important. La holding familiale Jacobs est l'actionnaire de référence de Barry Callebaut, dont elle détient 50,1% des parts. Nicolas Jacobs fait partie de la nouvelle génération de la famille Jacobs. Avec son frère Philippe, lui aussi trentenaire, il a repris la présidence du conseil d'administration de la holding familiale à son frère Andreas.

ALTIN: deux actionnaires réclament un dividende de 20 francs par titre

A la demande des actionnaires Alpine Select et Absolute Invest, la société de participations Altin va tenir une assemblée générale extraordinaire le 16 mars prochain. Les deux actionnaires, qui détiennent ensemble 1,12 millions d'actions Altin, soit 32,41% des droits de vote, exigent le paiement d'un dividende de 20 francs par action et le renouvellement du conseil d'administration. Le dividende de 20 francs par action doit être prélevé sur les bénéfices non distribués, a indiqué Altin, hier soir dans un communiqué. Par ailleurs, les administrateurs Peter Altorfer, Eric Syz et André Pabst devraient mettre leur mandat à disposition. Pour les remplacer, les deux actionnaires de référence proposent Thomas Amstutz, Gerhard Niggli et Dieter Dubs. L'actuel conseil d'administration de la société va examiner les demandes des deux actionnaires et prendra position à une date ultérieure.

L'asset management se cherche encore

FINANZ'16. Ouverture à Zurich du plus imposant salon de la finance du pays. Avec pour but d'élargir l'horizon du secteur à ses multiples spécialités.

PIOTR KACZOR

Se présentant comme le plus ample salon de la finance en Suisse, Finanz'16 s'est ouvert mercredi à Zurich avec une première journée dévolue aux professionnels, avant celle de jeudi accessible au grand public. La dix-huitième édition de ce salon s'est donné pour thème «des horizons élargis» de la finance, d'autant plus d'actualité que sa nouvelle appellation, introduite l'an dernier, résulte du regroupement en une seule manifestation des précédentes «Fondsmesse» et «Struki Messe», centrée sur les produits structurés (lire ci-dessous). Un salon qui cette année attire 125 exposants (113 l'an dernier): nombre d'enseignes émergentes ont visiblement jugé le moment opportun pour se profiler face aux acteurs établis.

Au-delà des conférences et séminaires dédiés aux thèmes d'actualités tels que les défis posés à l'investissement par les taux bas ou négatifs, le risque de liquidité dans les titres obligataires ou le défi posé à l'asset management par le conseil robotisé, la journée de mercredi a été l'occasion d'un grand débat sur l'avenir de la gestion d'actifs en Suisse telle que celle-ci avait été appréhendée par l'initiative Asset Management élaborée en 2012 par la place financière, pour faire de la Suisse un pôle international dans ce métier. A la suite des années de crises caractérisées par un private banking «sous surveillance» et un redimensionnement du secteur de l'investissement banking, soumis à des exigences rehaussées de notation financière, ainsi que l'a rappelé Markus Fuchs, le directeur de la Swiss Funds & Asset Management Association SFAMA. Le levier de croissance majeur de la gestion d'actifs résidant, à son gré, dans le besoin de financement des institutions de prévoyance au cours des prochaines années. Compte tenu du poids



MARKUS FUCHS. La nécessité de positionner la gestion d'actifs comme pôle indépendant.

des grands acteurs que sont les caisses de pension, les assureurs vie et les fonds souverains. Car la Suisse dispose de tous les ingrédients pour réussir dans l'asset managements, soit les actifs sous gestion (6000 milliards comptabilisés en Suisse), l'expertise du conseil et du suivi de la clientèle, la qualité du service, l'expertise de la finance et des assurances. La combinaison de l'assurance et de la gestion d'actifs constituant même un atout majeur selon Markus Fuchs. Certes l'évolution réglementaire semble souvent peu sensible aux arguments susceptibles de favoriser l'essor du secteur. Mais ce dernier «doit comprendre que s'il veut être compétitif à l'international, il doit accepter des standards internationaux» selon le responsable. Il faut donc agir à cet égard.

Et le défi majeur sur un marché où les produits de l'asset management sont développés en grande partie dans le cadre d'une activité captive des grandes banques, c'est de positionner ce métier comme un pôle indépendant au sein des services financiers. Dans ce contexte, Markus Fuchs ne cache pas considérer désormais avec prudence le terme «initiative» tant de fois évoqué entretemps par la branche. Compte tenu précisément de ce besoin de repositionnement. Il revient en effet aux acteurs du secteur de prendre le relais pour concrétiser le potentiel de ce métier au niveau des emplois et du substrat fiscal. D'ail-

leurs, dans ce domaine la Suisse compte des réussites exemplaires d'acteurs qui ont acquis une stature internationale tels que Partners Group, Unigestion ou Fisch Asset Management, pour nous limiter aux enseignes citées.

Responsable opérationnel (COO) de l'unité suisse du chef de file mondial du secteur Blackrock, Christian Hinze admet percevoir la fonction de l'asset management dans une perspective différente de celle d'un acteur local, en mettant l'accent sur une offre de produits et services centrée sur les besoins de la clientèle locale. Blackrock qui gère l'un des fonds suisses. Un fonds qui est pourtant géré depuis Edimbourg. Réponse de Christian Hinze: «le fonds était déjà établi et très performant avant que nous ne nous dévelop-

pions plus fortement en Suisse. Les investisseurs s'intéressent avant tout à la performance et, soyez francs, peu importe à la plupart d'entre vous où est géré un fonds tant que la performance est au rendez-vous». Pour le spécialiste, il n'y a pas lieu de déplacer le domicile de ce fonds en Suisse, pas plus qu'on attendrait du gérant d'un fonds émergent en Suisse qu'il domicilie son fonds dans ces marchés.

Face à l'aspiration maintes fois contrariée du secteur de «produire en Suisse», Christian Hinze estime que «l'asset management made in Switzerland» s'étend à l'expertise intellectuelle accumulée dans des segments spécifiques de l'investissement qui ont fait leurs preuves en Suisse tels que les fonds de private equity, les Insurances linked Securities ou

d'autres placements alternatifs. Le responsable est donc loin d'être sceptique sur l'essor de l'industrie de l'asset management en Suisse, malgré la légère connotation négative de l'initiative correspondante.

Avec quelque 300 collaborateurs en Suisse, dont 75 dans l'asset management, l'unité suisse du groupe britannique Schroders compte parmi les principaux acteurs contrôlés par un groupe étranger d'une certaine taille en Suisse dans l'asset management, comme s'en est prévalu Stephen Mills, le CEO de Schroders Suisse. Ce dernier n'a pas caché que la qualité de vie et les compétences disponibles ici, y compris en provenance de l'étranger, comptent parmi les arguments qui ont contribué à l'essor de l'unité suisse. ■

La part immergée des produits structurés révélée

Pour la première fois, les statistiques relatives au marché suisse - établies par Boston Consulting (BCG) sur mandat de l'Association Suisse Produits Structurés (ASPS) - prennent également en compte le segment des produits structurés non cotés et contribuent ainsi à donner une vue d'ensemble du secteur et de son évolution sur le marché suisse. Une démarche d'autant plus importante que cette partie immergée de l'iceberg, soit les produits non cotés, représente quelque 70% du marché, par exemple 75% des volumes échangés au quatrième trimestre 2015. Ce segment non coté qui recouvre grosso modo celui des produits traités de gré à gré ou OTC (des produits cotés peuvent aussi se traiter de gré à gré) comporte une plus grande part de clients privés et de grands institutionnels attirés par des produits sur mesure et spécifiques et ne représente de ce fait qu'un tiers du nombre de transactions. Le segment coté s'applique en effet à des produits structurés de plus petites tailles multipliant les transactions. L'étude distingue aussi le marché primaire qui représentait 65% des volumes au quatrième trimestre 2015 et le marché secondaire (35%).

Le marché total des produits structurés en Suisse est ainsi évalué à 235 milliards de francs en 2015 et comprend les produits structurés de clients étrangers des banques de gestion privée par exemple, dont les avoirs sont traités en mode transfrontalier ou offshore. Ce qui explique le poids majeur de ce marché. Lors de la présentation mercredi à Zurich de cette étude par l'ASPS, son président, Georg von Wat-

tenwyl, a souligné que cette démarche s'inscrivait dans le prolongement des nombreuses initiatives déployées par l'association pour renforcer la transparence de cette classe d'actifs, par exemple l'an dernier au niveau de ses coûts, auxquels une étude avait été consacrée. Mais il n'a pas caché qu'elle visait aussi à mieux illustrer le poids économique de ce secteur pour mieux faire comprendre l'importance de ses enjeux lorsqu'une réglementation le concernant est mise en place.

Ces statistiques montrent en outre que depuis une année, soit depuis l'abandon du cours plancher de l'euro par la BNS, le dollar a étendu son importance comme monnaie dans laquelle sont libellés les produits structurés: sa part s'est agrandie de 29% au premier trimestre à 32% au quatrième. Alors que la part prédominante de l'euro s'est étendue de 34% à 37%. Ce que Andreas Bürkli, Principal chez BCG et les autres auteurs de l'étude expliquent par le niveau supérieur des taux d'intérêt par rapport à un franc dont la part s'est réduite parallèlement de 22% à 17%. Par type de produits, la part plus importante du chiffre d'affaires (63%) revient aux produits d'optimisation de rendement, suivis par les produits de participation et ceux à effet de levier, avec des parts respectives de 16% et de 14%, selon la nomenclature adoptée par l'ASPS. Enfin, les actions (44% au quatrième trimestre 2015) et les devises (47%) constituent les principaux sous-jacents des produits structurés en Suisse, très loin devant les obligations (3,8%) et les matières premières (3%). - (PK)

RECHERCHE

LIPPER: flux US hebdomadaires

Les investisseurs ont injecté 16,6 milliards de dollars de capitaux dans les fonds de placement (mutual funds) et les exchange-traded funds (ETF) durant la semaine se terminant le 27 janvier 2016, aux États-Unis. D'après le rapport hebdomadaire de Thomson Reuters/Lipper, ce chiffre peut toutefois induire en erreur, laissant penser que les investisseurs affichent un certain appétit pour le risque. En fait, précisent les experts de Lipper, 1,2 milliards de dollars de capitaux ont été retirés des fonds actions contre des entrées de près de 14 milliards de dollars dans les fonds offrant une exposition au marché monétaire. Toutefois, ce fut la première semaine en 2016 où les ETF actions ont enregistré des entrées nettes, de 3,9 milliards de dollars, les participants autorisés («authorized participants», AP) ayant été les acheteurs nets d'ETF domestiques (+3,8 milliards de dollars).

MARKIT: dynamique des revenus

Les actions affichant les dynamiques de revenus les plus positives n'ont pas été épargnées par le sell-off du mois de janvier, écrivent les experts du fournisseur de données financières et boursières Markit. Cela dit, soulignent Markit dans une note de recherche publiée hier, ce type d'actions continue de surperformer les actions moins bien notées. Il n'en reste pas moins que les actions faisant l'objet des révisions d'analystes positives enregistrent en janvier leur pire mois depuis 2008. Les stratégies long/short basées sur le thème

des révisions d'analystes ont surperformé le marché d'environ 4%. Les marchés actions ont affiché de fortes fluctuations de cours, notamment suite à la publication des résultats d'Apple et Amazon, ces derniers étant inférieurs aux attentes, tandis que ceux de Facebook et Google sont parvenus à dépasser les attentes. L'année dernière, les niveaux de short interest des actions américaines les plus mal notées par les analystes ont pratiquement triplé. Depuis le début de l'année, ces mêmes titres ont déjà perdu en moyenne 14% de leur valeur contre une perte de 30% l'an dernier.

MARKETBEAT RATINGS: hedge funds sur les émergents

Le ratio de positions courtes sur le fonds indicatif coté (ETF) iShares MSCI Emerging Market Index ETF (EEM.US) a baissé de 9,4% depuis fin décembre, d'après le rapport de MarketBeat Ratings publié hier. De nombreux hedge funds se sont repositionnés à l'achat sur l'EEM, TNB Financial augmenté de 20,3% le nombre de titres EEM en portefeuille durant le quatrième trimestre 2015. RNC Capital Management a accru ses positions sur le titre, de même que Wealthcare Capital Management, celui-ci ayant augmenté de 146% le poids de l'EEM durant le dernier trimestre de 2015. EEM est en baisse de près de 20% sur 6 mois et perd 8,4% environ durant le mois écoulé. Sur 12 mois, le fonds s'est déprécié de près de 30% sur fond de crainte d'un atterrissage en catastrophe de l'économie chinoise et des émergents en général.

PERFORMANCES

ETF SECURITIES: ETFs WTI (CRUD)

Le fonds indicatif coté (ETF) ETFs WTI Crude Oil (CRUD), ISIN GB00B15KXV33, chute de 18,32% depuis le début de l'année 2016. Il perd 31,63% en termes de performance annualisée sur trois ans. Cet ETF vise à répliquer la performance quotidienne de l'indice Dow Jones-UBS Crude Oil Sub-index SM, en plus du rendement potentiel issu de la gestion du collatéral dans la cadre de la réplification physique.

LYXOR: ETF libellé en real brésilien

Le fonds indicatif coté Lyxor Brazil (Ibovespa) Ucits ETF C-EUR-RIO (ISIN FR0010408799) perd 9,71% depuis le début de l'année 2016. Le fonds enregistre une performance annualisée négative de 26,71% sur trois ans et de -22,05% sur cinq ans. Négocié en euro, l'ETF a pour objectif de répliquer la performance quotidienne de l'indice Ibovespa Total Return libellé en real brésilien (BRL), tout en minimisant au maximum l'écart de suivi. Le niveau anticipé de l'écart de suivi ex-post dans des conditions de marché normales se situe à 0,1%.

AMUNDI: ETF Short CAC 40

L'Amundi ETF Short CAC 40 Daily UCITS ETF (ISIN FR0010717124) progresse de plus de 8% depuis le début de l'année 2016. Le fonds indicatif coté enregistre un déficit annuel de près de 11% sur trois ans. Il a pour objectif de répliquer la performance de l'Indice de stratégie CAC 40 Short, tout en s'efforçant de maintenir un écart de suivi (tracking error) maximal de 2%. Si le tracking error devait excéder ce niveau, l'objectif serait de rester néanmoins à un niveau inférieur à 15% de la volatilité de l'Indice de stratégie de référence.